

Table des matières

Remerciements	VII
Table des matières	IX
Table des abréviations	XVII
Bibliographie	XXI
Introduction	1
Première partie : La notion de désobéissance civile	13
Chapitre 1 : La désobéissance civile : un « objet juridique non identifié » en droit suisse ?	15
I. Introduction	15
II. Les catégories légales dont la désobéissance civile relève <i>prima facie</i>	17
A. Les libertés fondamentales	19
1. Le droit à la vie et la liberté personnelle	19
2. La liberté de conscience et de croyance	22
3. La liberté d'opinion et d'information.....	28
4. La liberté de réunion	33
5. Conclusion intermédiaire au sujet des droits fondamentaux	42
B. Le droit pénal	43
1. Les énoncés de faits légaux.....	44
a. Soustraction.....	45
b. Dommages à la propriété.....	45
c. Contrainte.....	46
d. Violation de domicile	48
e. Empêchement d'accomplir un acte officiel	49
f. Insoumission à une décision de l'autorité	50
g. Incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux.....	50
2. L'illicéité – les motifs justificatifs	52
a. Les actes licites de culpabilité et les motifs justificatifs extra-légaux.....	52
b. La légitime défense	55
c. L'état de nécessité licite	56
3. La culpabilité – Les circonstances atténuantes ou aggravantes	58
a. Circonstances atténuantes générales	58

b.	La défense excusable	60
c.	L'état de nécessité excusable	61
4.	Conclusion au sujet des catégories de droit pénal.....	61
C.	Conclusion : la désobéissance civile, une inconnue pour la loi suisse	62
III.	Recherche de la notion au sein de la jurisprudence	64
A.	Les mentions de la désobéissance civile avant 2018.....	65
B.	Les mentions de la désobéissance civile dès 2018	68
C.	Synthèse au sujet de la notion en jurisprudence.....	74
IV.	Recherche de la notion de désobéissance civile en doctrine.....	76
A.	Identification d'une « doctrine de la désobéissance civile » en Suisse.....	76
1.	La désobéissance civile comme objet d'étude	77
2.	Les autres mentions de la désobéissance civile en doctrine : une indétermination symptomatique ?.....	89
B.	Des critères de définition de la désobéissance civile ?	95
C.	Au-delà de la définition : des pistes de justification ?.....	100
1.	Justifications morales et politiques	100
2.	Justifications juridiques	101
D.	Synthèse : la désobéissance civile saisie par renvoi à la philosophie politique ...	102
V.	Conclusion : une notion à préciser à l'aide de la philosophie politique.....	104
	Chapitre 2 : La désobéissance civile : apports de la philosophie politique	106
I.	Introduction.....	106
II.	La doctrine du droit de résistance.....	108
A.	Les fondements du droit de résistance en philosophie politique	108
B.	Consécration positives du droit de résistance	112
1.	La doctrine juridique allemande du droit de résistance.....	116
2.	La doctrine juridique suisse du droit de résistance	119
C.	Conclusion : un besoin de distinguer désobéissance civile et droit de résistance	125
III.	Une riche polysémie de la notion de désobéissance civile en philosophie politique ..	126
A.	Henry David THOREAU : une paternité accidentelle du concept	127
1.	La loi n'est pas le Juste.....	129
2.	Désobéir, une affaire de conscience	131
3.	Une définition ?.....	134
B.	John RAWLS : fondateur de la théorie libérale de la désobéissance civile.....	136
1.	Contextualisation.....	136
2.	Une définition critérielle de la désobéissance civile	137
3.	Une définition (trop) limitée ?.....	141
C.	Jürgen HABERMAS : la désobéissance civile sur le continent européen	144
1.	Contextualisation.....	144

2.	Une définition axée sur le débat public	146
D.	Hannah ARENDT : une alternative à la pensée libérale de la désobéissance civile.....	148
1.	Contextualisation	148
2.	Une définition politique	150
3.	La centralité de la distinction entre motivations individuelles et acte collectif et politique	154
IV.	Conclusion et adoption d'une définition de travail	157
	Deuxième partie : Casuistique d'actes de désobéissance civile	161
	Chapitre 3 : Les affaires relevant « matériellement » de la désobéissance civile	163
I.	Introduction	163
II.	Méthodologie de filtrage et de constitution du corpus	165
III.	Les actions d'occupation en droit suisse.....	172
A.	ATF 101 IV 167 (JdT 1976 IV 50) – « HIRSCHY »	172
B.	ATF 107 IV 113 (JdT 1982 IV 138) – « Conseil de faculté »	174
C.	ATF 108 IV 165 (JdT 1983 IV 142) – « Tapis humain »	175
D.	Avis de droit de l'OFJ du 4 novembre 1985 – « Occupation d'une église ».....	177
E.	ATF 111 IV 167 (JdT 1986 I 465) – « Trucker Team »	179
F.	ATF 119 IV 301 (JdT 1995 IV 147) – « Guerre du Golfe »	180
G.	ATF 129 IV 6 (JdT 2005 IV 215) – « Greenpeace »	183
H.	ATF 134 IV 216 – « Syndicat Industrie et Bâtiment »	188
I.	TF, 6B_793/2008 du 24 mars 2009 – « Blocage d'un pont »	192
J.	TF, 6B_214/2011 du 13 septembre 2011 – « Blocage d'une gravière ».....	193
K.	TF, 6B 1056/2013 du 20 août 2014 – « Occupation d'ambassade ».....	194
L.	Tribunal de police de La Côte, 20 décembre 2018 – « Appropriation de cabris ».....	196
M.	Tribunal de police de Genève, 8 novembre 2019 – « Occupation d'abattoir 1 »	201
N.	ATF 147 IV 297 – « Lausanne Action Climat ».....	204
1.	Première instance : Tribunal de police de Lausanne, 13 janvier 2020	205
2.	Deuxième instance : Tribunal cantonal, 22 septembre 2020	211
3.	Procédure devant le Tribunal fédéral, 26 mai 2021	216
O.	TF, 6B_1298/2020, 6B_1310/2020 du 28 septembre 2021 – « Mains rouges »	219
1.	Première instance : Tribunal de police de Genève, 20 février 2020	220
2.	Deuxième instance : Tribunal cantonal, 14 octobre 2020	222
3.	Procédure devant le Tribunal fédéral, 28 septembre 2021	224
P.	Tribunal de police de La Côte, 19 novembre 2020 – « Occupation d'abattoir 2 »	226
Q.	Tribunal de police du canton de Neuchâtel du 11 juin 2021 – « XR Neuchâtel »	230

	R. Tribunal de Police de la Sarine du 18 juin 2021 – « Block Friday ».....	232
	S. Tribunal de police de Lausanne du 29 septembre 2021 – « Procès des 200 ».....	235
IV.	Délit de solidarité en droit suisse.....	238
	A. Tribunal de première instance du canton de Saint-Gall, 30 novembre 1995 – « Paul GRÜNINGER »	239
	B. ATF 127 IV 166 – « Journaliste infiltré ».....	242
	C. ATF 146 IV 297 – « Anni LANZ ».....	244
	D. TF, 6B_1368/2019, 13 août 2020 – « Lisa Bosia MIRRA »	248
	1. Première instance : Tribunal de Bellinzone, 28 septembre 2017	249
	2. Deuxième instance : Tribunal cantonal du Tessin, 15 octobre 2019.....	253
	3. Procédure devant le Tribunal fédéral, 13 août 2020	254
	E. Tribunal de police de La Chaux-de-Fonds, 12 mars 2020 – « Norbert VALLEY ».....	255
V.	La désobéissance civile devant la CourEDH : affaires choisies	256
	A. CourEDH, affaire <i>Steel et autres c. Royaume-Uni</i> , 23 septembre 1998.....	257
	B. CourEDH, affaire <i>Drieman c. Norvège</i> , 4 mai 2000.....	258
	C. CourEDH, affaire <i>Cisse c. France</i> , 9 avril 2002.....	259
	D. CourEDH, affaire <i>Luca c. Royaume-Uni</i> , 18 mars 2003.....	260
	E. CourEDH, affaire <i>Barroco c. France</i> , 5 mars 2009.....	260
	F. CourEDH, affaire <i>Tatar et Faber c. Hongrie</i> , 12 septembre 2012.....	262
	G. CourEDH, affaire <i>Kudrevicius et autres c. Lituanie</i> , 15 octobre 2015.....	263
	H. CourEDH, affaire <i>Baldassi c. France</i> , 11 juin 2020	265
VI.	Conclusion du chapitre 3.....	267
	Chapitre 4 : Observations et limites concernant le traitement judiciaire du corpus	269
I.	Introduction.....	269
II.	Les observations du traitement judiciaire de la désobéissance civile.....	271
	A. Les ECO : en particulier la contrainte et l’empêchement d’accomplir un acte officiel.....	271
	B. Les motifs justificatifs légaux et extra-légaux : l’état de nécessité comme catalyseur des discussions.....	273
	C. La culpabilité	277
	D. Sanctions.....	278
	E. Les droits fondamentaux.....	279
	F. Remarques liées à l’activité juridictionnelle	283
III.	Les limites du traitement judiciaire : analyse et application du droit à la désobéissance civile	285
	A. La désobéissance civile constitutionnelle.....	286
	1. La désobéissance civile « en application » des droits fondamentaux.....	286

a.	Un besoin général d’articulation du droit pénal et des droits constitutionnels.....	289
(i)	Les conflits de droits et libertés	291
(ii)	Les conséquences de cette articulation pour la justification pénale	297
b.	La désobéissance civile comme exercice de la liberté d’expression	300
(i)	La protection du « whistleblowing » : une figure analogue ?.....	302
(ii)	Le débat d’intérêt général (CourEDH).....	306
c.	La désobéissance civile et la liberté de réunion.....	311
(i)	L’absence d’autorisation.....	313
(ii)	Le caractère pacifique.....	315
(iii)	Le « chilling effect » de la condamnation des manifestations non autorisées	316
(iv)	La désobéissance civile sur le domaine privé	319
2.	La désobéissance civile en application de l’état de nécessité.....	322
a.	Danger imminent et biens juridiques individuels.....	323
b.	La subsidiarité	327
(i)	L’aptitude	328
(ii)	La subsidiarité absolue : déficits démocratiques et idéalisation des instruments démocratiques	330
c.	Conclusion intermédiaire : une qualification boiteuse.....	344
B.	La désobéissance civile politique	346
1.	L’interprétation dynamique de la CEDH et l’interprétation conforme à la Constitution	348
2.	L’absence de contrôle de constitutionnalité des lois fédérales	354
3.	Les recours associatifs : la désobéissance civile comme « class action » ?..	358
4.	La désobéissance civile « au nom du » droit à un environnement sain : un cas exemplaire	363
IV.	Conclusion du chapitre 4	367
	Troisième partie : Tentative de catégorisation de l’« objet juridique non identifié » désobéissance civile	371
	Chapitre 5 : Perspectives de philosophie politique et de philosophie du droit sur la désobéissance civile	373
I.	Introduction	373
II.	La désobéissance civile une pratique démocratique : perspective de philosophie politique.....	376
A.	Les justifications et finalités proposées par la théorie libérale de la désobéissance civile	377
1.	John Rawls : la désobéissance civile stabilisatrice de la démocratie.....	377
a.	Théorie de la Justice : pour comprendre la désobéissance civile	377

	b.	Des critères permettant de justifier le recours à la désobéissance civile 382	
	2.	Jürgen HABERMAS : désobéissance civile et démocratie délibérative.....	385
	a.	L'agir communicationnel	387
	b.	La désobéissance civile : une voix au débat	390
	3.	Discussion sur les justifications libérales de la désobéissance civile	395
	B.	La désobéissance civile républicaine : une forme d'association volontaire.....	398
	1.	L'association volontaire et la place du désaccord	399
	2.	Un droit à la désobéissance civile ?	402
	C.	Conclusion au sujet du caractère démocratique de la désobéissance civile.....	407
III.		« La loi, c'est la loi » : mise en cause du légalisme.....	409
	A.	Positivisme ou jusnaturalisme : la dichotomie structurante.....	411
	1.	Les doctrines du droit naturel	411
	2.	Les doctrines positivistes.....	413
	3.	La désobéissance civile : un cas limite pour le positivisme	415
	B.	Doctrines contractualistes et sujet de droit.....	416
	1.	Individu et libertés.....	417
	2.	Des doctrines contractualistes mises en cause	422
	3.	La désobéissance civile en prise avec l'héritage contractualiste.....	424
	C.	Le légalisme.....	426
	D.	Les conséquences de ces doctrines sur la technique juridique	428
	1.	La neutralité axiologique	428
	2.	Le syllogisme	430
	E.	Le droit comme science sociale ? Une alternative	431
	1.	Expliciter les choix et rendre son caractère humain à la loi	431
	2.	Enjeux pour la désobéissance civile	433
	F.	Conclusion relative au grief d'illégalité	436
IV.		Anomie et séparation des pouvoirs : quelle place entre mécanicité et arbitraire pour les juges ?.....	437
	A.	Interprétation et marge de manœuvre des juges	438
	1.	Texte clair, méthodes d'interprétation et comblement des lacunes.....	440
	a.	Méthodes d'interprétation.....	440
	b.	Comblement des lacunes.....	442
	c.	En droit pénal : un principe de légalité renforcé.....	445
	d.	Quelles implications pour la désobéissance civile ?.....	448
	2.	Au-delà du texte clair : l'autorité judiciaire et sa marge d'appréciation	450
	a.	Les notions indéterminées et la micropolitique du droit.....	451
	b.	Quel encadrement du pouvoir interprétatif des juges ?	456
	c.	Redéfinition de la sécurité juridique	459

d.	Conclusion.....	462
3.	Ronald DWORKIN : l'herméneutique juridique appliquée à la désobéissance civile.....	462
a.	Contextualisation.....	463
b.	La désobéissance civile comme « cas difficile »	467
4.	Conclusion : quelle marge de manœuvre des juges face à la désobéissance civile ?	472
B.	La séparation des pouvoirs et le gouvernement des juges	475
1.	Séparation des pouvoirs : notion	476
2.	L'appel au contre-pouvoir porté par la désobéissance civile.....	478
3.	Quelle forme d'intervention ?	482
4.	Conclusion	483
V.	Conclusion du chapitre 5	485
	Propositions pour une catégorisation de l'« objet juridique non identifié »	
	désobéissance civile	487